

|  |  |
| --- | --- |
| **Nº37/2024****FR** | **26 juin 2024** |

**FR**

**Garantir un approvisionnement énergétique abordable pour les personnes, les ménages et les PME vulnérables**

**FR**

**Lors de sa conférence annuelle sur la précarité énergétique, le Comité économique et social européen (CESE) a fait le point sur la flambée alarmante du nombre de personnes en situation de précarité énergétique au cours de l’année écoulée. Le CESE envoie un message fort aux dirigeants de l’UE et présente des propositions concrètes pour garantir un approvisionnement énergétique abordable et stable tout en soutenant les personnes, les ménages et les PME vulnérables.**

La quatrième conférence annuelle sur la précarité énergétique, qui s’est tenue à Bruxelles le 26 juin 2024, a souligné que le nombre de personnes en Europe qui ne peuvent pas se permettre de chauffer correctement leur logement a fortement augmenté.

Pour tenter de résoudre ces problèmes, la conférence sur le thème «[*Une énergie abordable — Donner corps aux idées de la société civile*](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/conference-affordable-energy-turning-civil-society-views-action)» a examiné les propositions visant d’une part à garantir un approvisionnement énergétique stable et abordable conforme à une transition écologique juste et, d’autre part, à soutenir les personnes, les ménages et les PME vulnérables.

La montée des inégalités ne saurait être combattue par une approche fragmentaire; elle doit être gérée de manière globale, en associant et en consultant la société civile.

Dans ce contexte, depuis 2021, le CESE plaide en faveur de la création d’une coalition politique ambitieuse pour œuvrer à une action globale de toutes les parties prenantes.

Le Comité est déterminé à être en première ligne pour déployer ces efforts et à faire pression sur les États membres et les institutions de l’UE afin de:

* rendre la transition plus équitable — il demeure nécessaire d’améliorer l’accès à l’emploi et l’inclusion sociale et de favoriser des conditions de vie décentes pour tous;
* réduire la précarité énergétique au moyen de politiques de l’Union visant à garantir une tarification équitable et transparente;
* s’attaquer conjointement à la question du coût de l’énergie qui touche de manière disproportionnée les groupes les plus vulnérables, notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

Selon les [données d’Eurostat pour l’année 2024](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ILC_MDES01/default/table), 10,6 % des Européens, soit environ 48 millions de personnes, n’étaient pas en mesure de maintenir une température adéquate dans leur logement en 2023. Ces chiffres ont considérablement augmenté par rapport aux années 2022 et 2021; la part de la population concernée était alors respectivement de 9,3 % (environ 42 millions de personnes dans toute l’Europe) et 6,9 % (environ 31 millions).

Trois raisons principales ont obligé de nombreuses personnes à réduire leur consommation d’énergie dans une mesure qui a une incidence négative sur leur santé et leur bien-être: la part élevée que représentent les dépenses consacrées à l’énergie dans le budget des ménages, de faibles niveaux de revenus et une performance énergétique médiocre des bâtiments et des appareils.

La hausse de l’inflation et les conflits internationaux ne sont que quelques exemples des nombreux facteurs qui exercent une pression supplémentaire sur les ménages à faibles revenus, aggravant ainsi le risque de pauvreté. C’est en effet sur les personnes les plus pauvres que la charge des coûts de l’énergie pèse le plus, car les factures énergétiques représentent une part plus importante de leur budget.

**Citations des orateurs de haut niveau**

«Les citoyens redoutent le montant de leurs factures d’énergie. Les crises du coût de la vie et de l’énergie ont entraîné une forte hausse des prix de cette dernière. Il s’avère que tous les Européens ne peuvent pas se permettre de payer l’énergie. Cette situation est inacceptable. Chaque Européen devrait être en mesure de pouvoir chauffer son logement, quel que soit son revenu. Nous devons traiter la question du caractère abordable de l’énergie grâce à une approche politique multidimensionnelle. Les gouvernements doivent déployer des subventions ciblées, des tarifs sociaux et des programmes d’aide énergétique afin d’alléger la charge financière pesant sur les ménages à faibles revenus. Les politiques devraient également encourager les fournisseurs d’énergie à proposer des prix équitablement structurés qui protègent les consommateurs vulnérables.»

**Oliver Röpke**, président du Comité économique et social européen (CESE)

«Actuellement, la question du maintien d’un approvisionnement énergétique stable en Europe se heurte malheureusement à la transition écologique et au caractère abordable des prix. Toutefois, il n’est pas question que ces enjeux deviennent antagonistes; une transition juste est possible et j’encourage les initiatives européennes à cet égard. Les institutions de l’UE, les États membres et les organisations de la société civile sont appelés à jouer un rôle central dans cette quête. Face aux défis de notre époque, il est impératif de travailler ensemble pour protéger les personnes les plus vulnérables et construire un avenir où l’énergie abordable est un droit pour tous, et non un privilège pour quelques-uns.»

**Karine Lalieux**, ministre belge des pensions et de l’intégration sociale, chargée des personnes handicapées, de la lutte contre la pauvreté et de Beliris

«La réalité à laquelle nous sommes confrontés montre que l’accessibilité financière de l’énergie doit demeurer au premier rang de nos priorités. Nous sommes déterminés à élaborer une stratégie pour une énergie abordable, sûre et durable favorisant les communautés énergétiques et garantissant l’équité pour les plus vulnérables. Notre objectif est de parvenir à l’autonomie stratégique et à la compétitivité de l’Europe, et d’instaurer une économie et une société plus vertes et plus durables. Pour ce faire, il convient de mettre concrètement en place un marché européen intégré de l’énergie et de donner aux citoyens, aux opérateurs économiques et aux consommateurs la possibilité de jouer un rôle proactif.»

**Baiba MILTOVIČA**, présidente de la section «Transports, énergie, infrastructures et société de l’information» (TEN) du CESE

**Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec:**

# Service de presse du CESE — Marco PezzaniTél.: +32 25469793 — Mobile +32 470881903

marco.pezzani@eesc.europa.eu

# **@EESC\_PRESS**

*\_\_****\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_***

*Le Comité économique et social européen assure la représentation des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée. Il constitue un organe institutionnel consultatif, établi en 1957 par le traité de Rome. Sa mission de consultation permet à ses membres, et donc aux organisations qu’ils représentent, de participer au processus décisionnel de l’Union européenne.*

*\_\_****\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_***